

IV. - LE REVOLUTIONNAIRE

Depuis le 28. 9. 1918 les destinées du pays se trouvaient entre les mains d'un ministère de coalition présidé par M. Emile Reuter et dans lequel le professeur-poète Nicolas Welter représentait le parti socialiste. Au demeurant les collaborateurs de la «Schmiede» — dont Welter — avaient adopté à l'égard du nouveau gouvernement une attitude plutôt sympathisante.

Mais plus la Libération approchait, plus les éléments républicains laissent percer leur hostilité à l'endroit de la dynastie et de tous ceux qui cherchaient à la sauver.

Bien que Michel Welter n'eût pas à se plaindre de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde, il fit fi de ses sentiments personnels et, fidèle à ses conceptions, il rallia ceux qui, profitant du chambardement général, voulaient introduire la République en Luxembourg. Mais en un point il se trouvait plus d'une fois quelque peu isolé quand, contre vents et marées, il défendait sa théorie d'un Luxembourg indépendant et combattait toutes les aspirations de ceux qui voulaient rattacher le Grand-Duché à l'un ou l'autre de ses voisins de l'Ouest.

Lors d'une assemblée convoquée pour le 10. 11. 1918 au Café Brosius (aujourd'hui Pôle Nord) par le Cercle d'études socialistes, il fut constitué un Comité de propagande républicaine dénommé sur proposition de René Stoll «Arbeiter-, Bauern- und Beamtenrat.» Michel Welter, qui en faisait partie, en avait élaboré les Statuts. Les buts principaux de ce Conseil étaient la journée de travail de huit heures, la participation de l'Etat jusqu'à concurrence de 51% dans les grandes entreprises (métallurgie et chemins de fer), le suffrage universel, l'abdication de la Grande-Duchesse et la proclamation de la République.⁷⁾

Le lendemain, une délégation du «Conseil des Ouvriers» donna connaissance de ces exigences au Gouvernement, qui déclara vouloir résoudre la question dynastique par voie de referendum. Le même jour eut lieu une réunion publique convoquée par le «Arbeiter- und Beamtenrat». La proclamation d'une république trouva beaucoup d'adhérents, mais le vœu exprimé par un représentant de la «Ligue française» de voir le Luxembourg annexé par la France ne fut pas seulement désapprouvé par les patriotes intrépides de la «National-Unio'n»: Michel Welter, lui aussi, entonna, en guise de protestation, le «Feierwon» au refrain suggestif de «Mir welle blei-